



Information sur votre droit d'opposition en vertu de l'article 21 du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) de l'UE

1. Droit d'opposition ad hoc

Si le RGPD s'applique à vous, vous avez le droit de vous opposer à tout moment, pour des raisons tenant à votre situation particulière, à un traitement des données à caractère personnel vous concernant fondé sur l'article 6, paragraphe 1, point e) RGPD (traitement dans l'intérêt public) ou f) RGPD (traitement nécessaire aux fins de la sauvegarde des intérêts légitimes).

Si vous soumettez une telle opposition, la Banque ne traite plus vos données à caractère personnel, à moins qu'elle ne puisse démontrer qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour le traitement qui prévalent sur vos intérêts, droits et libertés, ou pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice. Veuillez noter que, dans ces cas, la Banque ne sera plus en mesure de vous fournir des services ni d'entretenir une relation d'affaires avec vous.

2. Droit de s'opposer au traitement de données à des fins de marketing direct

Dans certains cas individuels, la Banque traite vos données personnelles à des fins de marketing direct. Si le RGPD s'applique à vous, vous avez le droit de vous opposer en tout temps à un traitement de vos données personnelles dans ce but.

Si vous vous opposez à un traitement à des fins de marketing direct, la Banque cessera de traiter vos renseignements personnels dans ce but.

Il n'existe aucune exigence de forme pour la soumission d'une opposition. Idéalement, elle devrait être adressée par écrit à l'interlocuteur concerné en fonction du traitement à l'adresse suivante :

- Le Président de la Direction Générale
Banque J.Safra Sarasin (Monaco) SA
15 bis/17; avenue d'Ostende
MC 98000 Monaco
- Le Service Conformité :
Banque J.Safra Sarasin (Monaco) SA
15 bis/17; avenue d'Ostende
MC 98000 Monaco

Pour identifier l'interlocuteur responsable du traitement, il convient de vous reporter au tableau intitulé « Répertoire des traitements ». Vous pouvez consulter ce tableau sur notre site dans la même rubrique que la présente notice ou bien en cliquant sur le lien suivant : https://www.jsafrasarasin.com/internet/mc/register_of_data_processing.pdf

Information sur l'autorité de tutelle en matière de protection des données à Monaco :

L'autorité monégasque de protection des données personnelles est la Commission de Contrôle des Informations Nominatives (CCIN) <https://www.ccin.mc/fr/>, sise au 7, rue Suffren Reymond 98000 Monaco.

La CCIN est une Autorité Administrative Indépendante instituée par la loi n° 1.165 du 23 décembre 1993, modifiée. Elle dispose de pouvoirs propres (recommandation, décision, proposition de réglementation, avertissement ou mise en demeure). C'est une autorité administrative ; elle agit donc « au nom de l'État » et certaines compétences dévolues à l'administration lui sont déléguées (contrôle, vérification, autorisation). La CCIN est une autorité indépendante des secteurs contrôlés et des pouvoirs publics, elle n'est soumise à aucune autorité. Des informations complémentaires sur cette Autorité sont disponibles sur le lien suivant : <https://www.ccin.mc/fr/ccin>.

Selon la note rédigée par la CCIN intitulée « *la CCIN à vos côtés* », que vous pouvez retrouver sur le lien suivant : <https://www.ccin.mc/fr/particulier/la-ccin-a-vos-cotes>, la CCIN précise que :

« Toute personne dont les droits reconnus par la loi relative à la protection des informatives ont été méconnus peut saisir le Président de la Commission afin que celui-ci prenne toutes les mesures visant à faire cesser la violation. »

Pourquoi saisir la CCIN ?

- on vous refuse le droit d'accéder à vos données personnelles ;
- on ne veut pas procéder à leur rectification ou à leur suppression ;
- on détient vos informations et on refuse de vous dire comment elles ont été collectées ;
- on ne vous a pas communiqué une réponse satisfaisante à votre demande d'informations ;
- etc.



Comment saisir la CCIN ?

Vous pouvez saisir le Président de la CCIN par courrier, sans omettre de décliner votre identité, de motiver votre démarche et de relater tous les renseignements relatifs au traitement concerné afin de déclencher une procédure de contrôle. Le Président de la Commission mettra alors en œuvre tous les moyens nécessaires pour procéder aux vérifications, voire investigations si besoin est, après avoir déclaré votre requête recevable.

Vous pouvez également contacter le Secrétariat de la CCIN pour demander une information ou un conseil.

La CCIN interviendra si vous avez d'abord tenté d'exercer vos droits auprès du responsable du fichier.

La gestion de votre saisine

Dès réception de votre courrier, le Secrétariat de la CCIN en accuse réception et votre saisine est transmise au service chargé de son instruction.

Après instruction de votre saisine :

soit une réponse vous est apportée directement ;

- si votre plainte apparaît non fondée après analyse juridique ;*
- pour vous préciser quels sont vos droits et les démarches à accomplir ;*
- pour orienter votre plainte vers une autre administration ;*
- pour toutes autres raisons ne nécessitant pas d'intervention auprès du responsable de fichier.*

soit une réponse vous sera adressée ultérieurement :

- si votre plainte nécessite un contrôle du responsable de traitement ;*
- s'il s'agit d'une demande de droit d'accès indirect ;*
- si votre saisine soulève des questions complexes.*

si votre demande ne peut pas être traitée par la CCIN car elle ne relève pas de sa compétence, vous en êtes informé par courrier.

La CCIN peut :

- intervenir comme médiateur lors d'un règlement amiable d'un problème, en particulier dans l'exercice du droit d'accès à des données et du droit d'opposition à figurer dans un traitement ou à faire l'objet de prospection commerciale ;*
- contrôler des personnes ou des organismes qui exploitent des données personnelles ;*
- dénoncer à la Justice des infractions.*

Consulter le répertoire des traitements

Le répertoire des traitements est un registre public qui recense l'ensemble des traitements automatisés mis en œuvre dans le secteur public et dans le secteur privé.

Vous pouvez consulter le répertoire public des traitements en vous rendant directement au Secrétariat de la CCIN ou en prenant rendez-vous. Vous pourrez alors constater si un traitement informatique a été déclaré, et donc s'il est légal ou pas.

Les traitements intéressant la sécurité publique, relatifs aux infractions, condamnations ou mesures de sûreté et/ou ayant pour objet la prévention, la recherche, la constatation ou la poursuite des infractions pénales ou l'exécution des condamnations pénales mis en œuvre par une autorité judiciaire ou administrative, ne sont pas inscrits au répertoire public des traitements. Vous ne pouvez donc pas les consulter.

Cependant, pour savoir si de tels traitements existent, il convient de consulter l'Arrêté Ministériel annuel relatif aux traitements automatisés d'informations nominatives mis en œuvre par les personnes morales de droit public, autorités publiques, organismes de droit privé investis d'une mission d'intérêt général ou concessionnaire d'un service public qui est publié au Journal de Monaco avant le 1er avril de chaque année ».

Des modèles de lettres sont disponibles sur le site internet de la CCIN que nous vous recommandons de consulter dont le lien est le suivant : <https://www.ccin.mc/fr/particulier/les-courriers-pour-agir>.



Information on your right to object under article 21 of the EU General Data Protection Regulation (GDPR)

1. Ad hoc right to object

In case GDPR is applicable to you, you have the right to object, on grounds relating to your particular situation, at any time to processing of personal data concerning you which is based on article 6 para 1 e) GDPR (processing in the public interest) and article 6 para.1 f) GDPR (processing for the purposes of safeguarding legitimate interests).

If you lodge such an objection, the Bank will no longer process your personal data, unless the Bank can demonstrate mandatory legitimate grounds for the processing which override your interests, rights and freedoms or unless the processing is for the establishment, exercise or defense of legal claims. Please note, that in such cases the Bank will not be able to provide services and maintain a business relationship with you either.

2. Right to object to the processing of data for direct marketing purposes

In individual cases the Bank processes your personal data for direct marketing purposes. If GDPR is applicable to you, you have the right to object at any time to processing of personal data concerning yourself for such marketing.

If you object to processing for direct marketing purposes, the Bank will no longer process your personal data for such purposes.

There are no formal requirements for lodging an objection. It should ideally be in writing and addressed to the person in charge of the data processing as follows:

- Chief Executive Officer
Banque J.Safra Sarasin (Monaco) SA
15 bis/17; avenue d'Ostende
MC 98000 Monaco
- Compliance Departement :
Banque J.Safra Sarasin (Monaco) SA
15 bis/17; avenue d'Ostende
MC 98000 Monaco

To identify the person responsible for the processing, please refer to the chart entitled "Register of Data Processing". You can consult this chart on our site in the same section as this Data Statement or by clicking on the following link: https://www.jsafrasarasin.com/internet/mc/register_of_data_processing.pdf

The Monaco authority for the protection of personal data

The Monaco authority for the protection of personal data is the "Commission de Contrôle des Informations Nominatives" (CCIN) <https://www.ccin.mc/en/>, located at 7, rue Suffren Reymond 98000 Monaco.

The Commission de Contrôle des Informations Nominatives (CCIN) is an independent administrative authority founded under the law number 1.165 of 23 December 1993, amended. It's an Authority and provides in its own right the authorities (recommendations, decisional, regulatory proposals, warnings or indictments). It's an Administrative authority and acts in the name of the government according to the competences devolved upon the administration delegated to it (such as, control, verification, authorization). The CCIN is Independent of the controlled sectors and public authorities, the Commission is not subject to the directives of any authority.

Additional information on this Authority is available at the following link: <https://www.ccin.mc/en/ccin>.

According to the note written by the CCIN entitled "The CCIN at your side", which you can find at the following link: <https://www.ccin.mc/en/particulier/la-ccin-a-vos-cotes>, the CCIN states that:

« Any person whose rights (rights acknowledged by the law relating to the protection of data) have been unrecognised may refer to the President of the Commission in order that the President of the Commission may take all measures required to stop the violation.

Why refer to the CCIN?

- You are not authorised to access your personal information;
- Your right to access your personal information is refused;
- You are not allowed to amend or delete your personal information;
- Your information is in an entity's possession but the entity refuses to tell you the purpose of the data processing;
- You did not receive a satisfactory answer to your request for more information;
- And so on.



How to refer to the CCIN?

You can refer to the President of the CCIN by letter, without omitting to state your identity, the motivations of your request, and to describe all details relating to the processing concerned in order to trigger the authorisation (verification) procedure. After having pronounced your request admissible, the President of the Commission will as a result ensure that all methods at his disposal are used to proceed with the verifications, even investigations if needed.

You can also contact the Secretariat of the CCIN for information or advice.

The CCIN will intervene if you have already attempted to exercise your right to contact the data controller.

The handling of your claim (request)

Immediately after receiving your letter, the Secretariat of the CCIN acknowledges receipt and your claim (request) is transferred to the appropriate service in charge of its investigation.

After the investigation of your claim (request):

You may receive the answer directly;

- If your claim is determined as unfounded after further judicial analysis;
- To inform you of your rights and the steps you need to accomplish;
- To redirect your complaint to another administration;
- For all other reasons that do not necessitate the intervention of the data controller.

You may receive an answer at a later date;

- If your complaint must be controlled by the data controller;
- If it concerns a request for the right to an indirect access;
- If your claim raises complicated questions.

If your request cannot be handled by the CCIN as it is outside of the Commission's area of expertise (competence), you will be informed by letter.

The CCIN can:

- Intervene as mediator during an amicable settlement of the problem, in particular during the exercise of the right to access data and the right to oppose to appear in a processing or be the object of market research;
- Check persons and organisations that exploit personal data;
- Inform the justice of offences.

Consulting the register of processing records

The register of processing records is the public register where all automated processing implemented in the public sector and in the private sector are recorded.

You can consult the public register of processing records by presenting yourself directly at the Secretariat of the CCIN or by asking for an appointment. You can then check directly if a computerised treatment has been officially declared, and whether it is legal or not.

The processing relating to public security relating to offences, convictions, or security measures and/or relating to the prevention, investigation, observations or the investigation or the prosecution or convictions of criminal offences executed by a judicial or administrative authority, are not recorded in the public register of processing records. Thus, you are not authorised to consult them.

Nevertheless, to find out whether such a processing exists, you can check the annual Ministerial Order related to the automated processing of personal data implemented by natural or legal entities governed by public (common) law, public authorities or organisations governed by private law entrusted with a mission of general interest or a concessionaire of public utility which is published in the Journal of Monaco before the 1 April every year. ».

Sample of letters are available on the CCIN website, which we recommend you consult at the following link: <https://www.ccin.mc/en/particulier/les-courriers-pour-agir>.